



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté DATEDE/2 n°2008-138 du 5 novembre 2008 prenant acte de la révision quinquennale de l'étude de dangers produite par la Société du Dépôt Pétrolier de Nanterre (SDPN), et prescrivant des mesures de maîtrise des risques (MMR) complémentaires concernant le dépôt pétrolier situé au 22, rue Jean Perrin à Nanterre.



Installations Classées
Bureau de
l'Environnement

LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le Code de l'environnement, partie législative et partie réglementaire, et notamment l'Article L. 512-3 et les Articles R 512-26, R-512- 28, R 512-31, R515-39 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 1^{er} juin 1995, réglementant le dépôt pétrolier de la Société du Dépôt Pétrolier de Nanterre (SDPN) situé au 22, rue Jean Perrin à Nanterre,

Vu le rapport de Monsieur l'Inspecteur Général Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées (STIIIC) en date du 18 août 2008, proposant :

- de prendre acte de la révision quinquennale de l'étude de dangers de la société SDPN,
- de prescrire des mesures de maîtrise des risques (MMR) complémentaires identifiées par l'exploitant, par voie d'arrêté complémentaire en vue de sa présentation devant le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques

Vu la lettre en date du 21 août 2008, informant le responsable de la société précitée des propositions formulées par Monsieur l'Inspecteur Général, Chef du STIIIC, et de la faculté qui lui est réservée d'être entendu par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST),

Vu les remarques formulées par la société SDPN sur le contenu de ces propositions, dans un courrier en date du 8 septembre 2008, reçu le 9 septembre 2008,

Vu l'avis du CODERST, en date du 16 septembre 2008,

Vu la lettre en date du 22 septembre 2008 notifiée le 25 septembre 2008, par laquelle j'ai transmis à la société du Dépôt Pétrolier de Nanterre (SDPN), l'avis rendu par le CODERST sur son dossier,

Vu la lettre de la société SDPN en date du 3 octobre 2008, demandant de prendre en compte dans le cadre de la prochaine révision quinquennale de son étude de dangers la date du 2 juin 2008 correspondant à la remise des derniers compléments de son étude de dangers,

ADRESSE POSTALE : 167-177, avenue Joliot Curie – 92013 Nanterre Cedex

SERVEUR VOCAL INTERACTIF : 0821.80.30.92 / TELECOPIE : 01.47.25.21.21/ COURRIEL : courrier@hauts-de-seine.pref.gouv.fr

ADRESSE INTERNET : <http://www.hauts-de-seine.pref.gouv.fr>

Vu le rapport de Monsieur l'Inspecteur Général Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées (STIIC) en date du 24 octobre 2008 proposant de prendre en compte les observations formulées par la société SDPN et de modifier les conditions 1 et 4 du projet d'arrêté relatives à la date de remise de la prochaine étude de dangers,

Considérant que les éléments fournis par SDPN permettent de clôturer la révision quinquennale de l'étude de dangers.

Considérant que ces documents permettent de définir le périmètre d'étude du Plan de Prévention des Risques technologiques (PPRT) et d'engager son lancement.

Considérant que les prescriptions arrêtées ci-dessous contribueront à la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Condition 1 : Clôture de la révision quinquennale de l'étude de dangers :

Il est donné acte à la Société du Dépôt Pétrolier de Nanterre (SDPN) dont le siège social est situé 22, rue Jean Perrin à Nanterre, de la mise à jour de l'étude de dangers de son établissement situé à la même adresse. Cette étude est constituée des documents recensés dans le tableau ci-dessous. Ces documents sont actualisés et adressés à Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine aux échéances reprises dans le tableau ci-dessous.

Documents constituant l'étude de dangers		
Intitulé	Version / Date	Échéance de révision
Etude de dangers (révision quinquennale)	Version mai 2006 Transmise par courrier du 13 juin 2006	
Tierce expertise réalisée par ASPHALEIA	Version 1.1 du 23 octobre 2006	
Mémoire en réponse	Courrier du 30 novembre 2006	
Etude de dangers (révision quinquennale)	Version mai 2007 Transmise par courrier du 27 juin 2007	
Compléments EDD Nanterre	Courrier du 25 septembre 2007	
Compléments relatifs à la circulaire du 23 juillet 2007	Courrier du 15 octobre 2007	
Compléments EDD hors contexte PPRT	Courrier du 02 février 2008	
Compléments EDD dépôt SDPN suite AP n°2008-29	Courrier du 02 juin 2008 + cartographie des phénomènes dangereux issus de l'étude de dangers	02 juin 2013
Courrier électronique de l'exploitant du 11 juillet 2008	Tableaux de l'analyse détaillée et Quantifiée des Risques	

Condition 2 : Surveillance des performances des mesures de maîtrise des risques (MMR)

Pour les phénomènes dangereux susceptibles d'avoir des effets hors de l'établissement, l'ensemble des mesures de maîtrise des risques, techniques et organisationnelles, prescrites ou figurant dans les études de dangers visées dans le présent arrêté, ont une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, sont efficaces, testées et maintenues de façon à garantir la pérennité de leur action.

Les paramètres relatifs aux performances de ces mesures de maîtrise des risques sont définis et suivis, leurs dérives détectées et corrigées, dans le cadre des procédures du système de gestion de sécurité de l'exploitant.

L'exploitant met à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des documents permettant de justifier du respect des critères détaillés dans le paragraphe précédent, notamment :

- les programmes d'essais périodiques de ces mesures de maîtrise des risques,
- les résultats de ces programmes,
- les actions de maintenance préventives ou correctives réalisées sur ces mesures de maîtrise des risques.

Condition 3 : Mesures de maîtrise du risque (MMR) complémentaires

L'exploitant met en place des déflecteurs sur les brides et le capotage de la garniture des pompes.

Condition 4 : Compléments d'étude à fournir au plus tard lors de la révision de l'étude de dangers

La prochaine révision de l'étude de dangers prescrite à l'article 1 du présent arrêté et qui interviendra au plus tard le 2 juin 2013, comportera notamment les éléments suivants :

4.1 Compléments d'études à réaliser

Les phénomènes dangereux énoncés ci-après, au regard de l'état d'avancement des connaissances techniques et scientifiques, seront caractérisés suivant les critères d'intensité, de probabilité, de gravité et de cinétique énoncés dans l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005.

Ces phénomènes sont notamment les suivants :

- Les phénomènes dangereux d'effet de vague et le risque d'événement redouté de rupture de bac,
- Les phénomènes dangereux d'explosions et d'inflammations de nuages gazeux suite à un débordement de bac,
- Les phénomènes dangereux d'explosions et d'inflammations de nuages gazeux suite à des pertes de confinement d'installations sous pression (tuyauteries, brides, vannes, pompes, bras de chargement, flexibles...).

4.2 Compléments d'études à détailler

- Les risques d'effets dominos internes et les mesures d'amélioration possibles

Le risque sismique,

L'intensité des effets des phénomènes dangereux susceptibles de produire des effets de projection et/ou des effets toxiques (toxicité des fumées d'incendie, visibilité...),

- Les conséquences éventuelles liées à une pollution accidentelle du milieu naturel,
- La protection de la défense contre l'incendie vis à vis d'effets thermiques et de surpression en cas de sinistre,
- La faisabilité technico-économique de l'automatisation de la défense contre l'incendie et de son asservissement aux moyens et systèmes de détection de l'établissement.

Condition 5 : Délais de réalisation

Délai de 3 mois pour le respect de l'article 3.

ARTICLE 2 :

DELAI ET VOIES DE RECOURS

Recours contentieux :

En application de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, le demandeur a la possibilité dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles 56, avenue de Saint-Cloud 78011 Versailles Cedex.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux ans suivant la mise en activité de l'installation.

Recours non contentieux :

Dans le même délai, de deux mois le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : M. le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot Curie 92013 Nanterre Cedex.
- soit un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de l'Ecologie, des Energies du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire 20, avenue de Ségur 75302 PARIS 07 SP.

En cas de rejet exprès du recours gracieux ou hiérarchique effectué, le demandeur peut former un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans les deux mois suivant la notification de cette décision.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Versailles dans le délai de deux mois suivant la date de naissance de cette décision implicite.

ARTICLE 3 :

Une ampliation dudit arrêté sera affichée :

- d'une part, de façon visible et permanente dans l'établissement présentement réglementé, par le responsable de la société du Dépôt Pétrolier de Nanterre (SDPN),
- d'autre part, à la Mairie de Nanterre au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois.

Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hauts de Seine.

ARTICLE 4 :

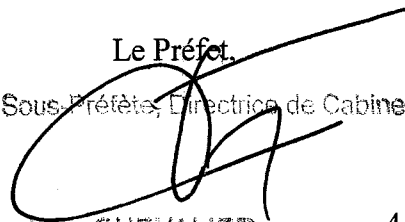
Monsieur le Secrétaire Général,
Monsieur le Maire de Nanterre,
Monsieur l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées, Monsieur le Contrôleur Général, Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nanterre, le 5 novembre 2008

Pour Ampliation
L'Attaché Principal
Chef de Bureau

Fabrice FAUCHER

Le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet



Josiane CHEVALIER